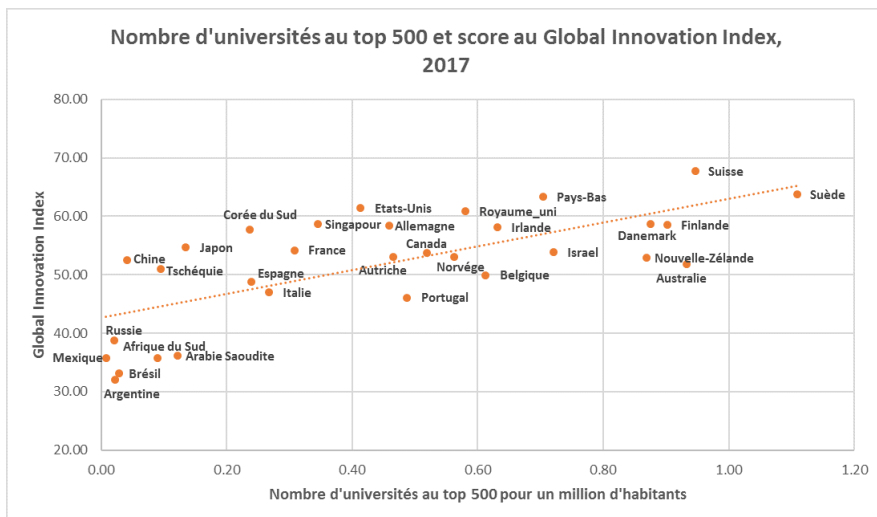




Des universités d'excellence, indispensables pour la capacité d'innovation

Selon le classement de Shanghai 2017, pas moins de cinq universités helvétiques figurent dans le top 100 des universités mondiales. La Suisse est, après la Suède, le pays qui affiche la plus forte densité d'institutions présentes dans le top 500 des institutions de formation. La capacité d'innovation s'appuie sur des hautes écoles compétitives qui rayonnent à l'échelle internationale. La Suisse est bien positionnée, mais des menaces guettent.

Dans le récent classement de l'Université de Shanghai sur les meilleures universités du monde, l'EPFZ est la seule institution d'un pays non anglo-saxon dans le top 20. Institutions-phare dans le paysage universitaire suisse, les EPF attirent les esprits les plus brillants du monde. Des entreprises comme Google implantent leur siège européen en Suisse pour profiter de ces talents. Des performances scientifiques élevées constituent également un bon terreau pour l'innovation: plus un pays compte d'universités de pointe, plus il est innovant. Jusque-là, tout va bien. La question décisive consiste à se demander ce que la Suisse doit faire pour rester au top?



Un financement solide et la recherche de l'excellence sont des gages de qualité

Un financement solide constitue le point de départ. Ensuite, les universités doivent tendre à l'excellence. En effet, la recherche de l'excellence est indispensable pour amorcer une dynamique positive. Des hautes écoles qui rayonnent attirent des collaborateurs de pointe et garantissent ainsi la qualité de la recherche et de l'enseignement. D'une part, la qualité des résultats de recherche augmente, ce qui est bénéfique pour la réputation. D'autre part, de bons enseignants influencent positivement la formation, un plus pour attirer de bons étudiants. Lorsque la dynamique est positive, le marché du travail bénéficie d'une main-d'œuvre plus qualifiée. Cette main-d'œuvre accroît la productivité et donc la prospérité de la société dans son ensemble. Les recettes fiscales supplémentaires qui en résultent bénéficient à l'État qui peut les affecter au financement de biens publics et donc à celui de hautes écoles.

L'augmentation des dépenses liées constitue une menace croissante

Les effets positifs des hautes écoles sur l'économie et la société ont beau être évidents, ils sont menacés: le financement des hautes écoles à long terme au moyen de deniers publics est loin d'être assuré, en raison des dépenses liées qui progressent régulièrement du côté de la Confédération. Ces dépenses liées ou dépenses fixes, c'est-à-dire des dépenses prévues dans la loi, sont validées automatiquement sans décision du Parlement. En effet, ces dépenses disposent d'une base légale fixe (contributions de la Confédération en faveur de l'AVS, au fonds pour les transports, etc.). D'après l'Administration fédérale des finances, la part des dépenses liées atteindra 60% d'ici à 2020, contre 50% actuellement. En conséquence, la marge de manœuvre budgétaire de la Confédération s'amenuise toujours plus. Les dépenses de formation font partie des dépenses non liées. Dans les périodes difficiles, elles risquent de subir des coupes supérieures à la moyenne. Or réduire les dépenses dans la formation, c'est économiser sur l'avenir. Le problème de ces dépenses liées toujours plus volumineuses doit donc être abordé si nous souhaitons continuer à disposer d'universités de pointe.